

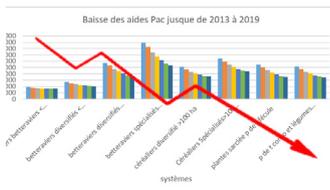


DECEMBRE 2018

LE P'TIT OBS

La lettre de l'observatoire

p. 2 La baisse de rentabilité économique



La rentabilité économique de bon nombre de nos exploitations ne cesse de baisser : cours mondiaux fluctuants, baisse des aides PAC, augmentation des charges de structure...

p. 6 La région Hauts de France : un bassin de production et de consommation majeure à exploiter !



Un potentiel indéniable et un important bassin de consommation dont l'enjeu majeur régional est de s'adapter en permanence aux changements de consommation...

p. 8 Innover : une nécessité pour développer sa compétitivité



En France, chaque année, plus de 3000 innovations «produits» sont mises sur le marché dans le secteur de l'alimentaire. 50 % des produits présents en supermarché n'existaient pas il y a 5 ans.





UN POINT SUR LA RENTABILITE ECONOMIQUE

Rebondir face à la baisse de la rentabilité économique de nos exploitations

La rentabilité économique de bon nombre de nos exploitations ne cesse de baisser : cours mondiaux fluctuants, baisse des aides PAC, augmentation des charges de structure. Tout cela est amplifié par l'augmentation des phénomènes liés aux changements climatiques. En parallèle de cette avalanche de difficultés, la simplification des systèmes a également contribué à la fragilisation de nos exploitations.

2012-2017 une tendance à la baisse de la rentabilité économique des exploitations agricoles

L'observatoire INOSYS des chambres d'agricultures s'attache à suivre depuis 2011 des exploitations des Hauts de France. Conforté par les chiffres publiés par les centres de gestion, le constat est sans appel !

La rentabilité par hectare des exploitations agricoles diminue inexorablement depuis 2012. Les progrès observés chez les exploitants dans différents domaines : technique, systèmes, ... n'y changent rien.

A l'image des systèmes laitiers évoqués dans un précédent numéro, les systèmes Grandes cultures et Elevage bovins viandes voient leurs résultats économiques s'inscrire dans une baisse récurrente.



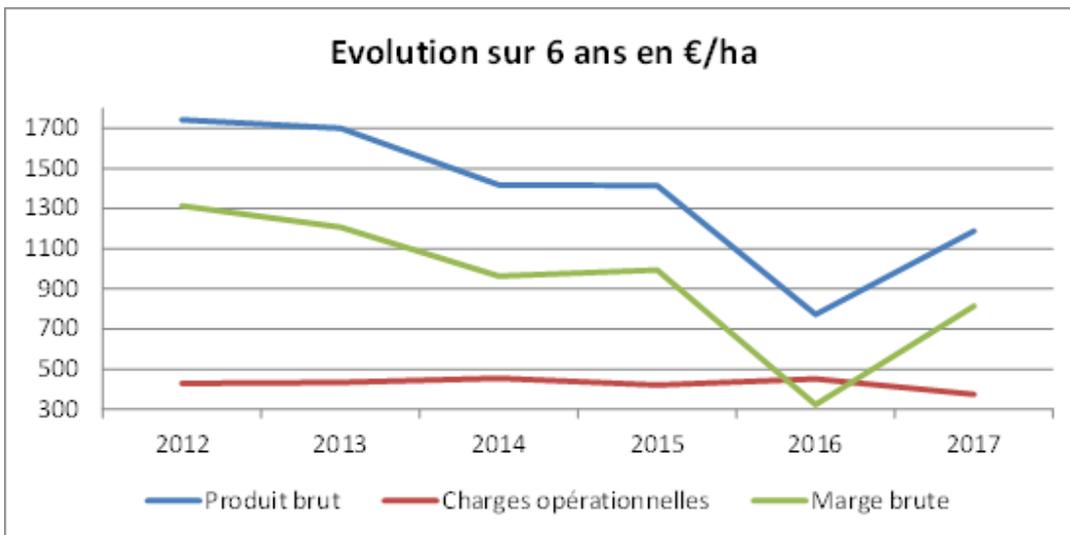
Quelles en sont les causes ?

Augmentation des charges de structure, baisse des prix de vente des productions, rendements en stagnation, baisse des aides programmées, accidents climatiques sont autant de facteurs qui impactent le résultat économique.

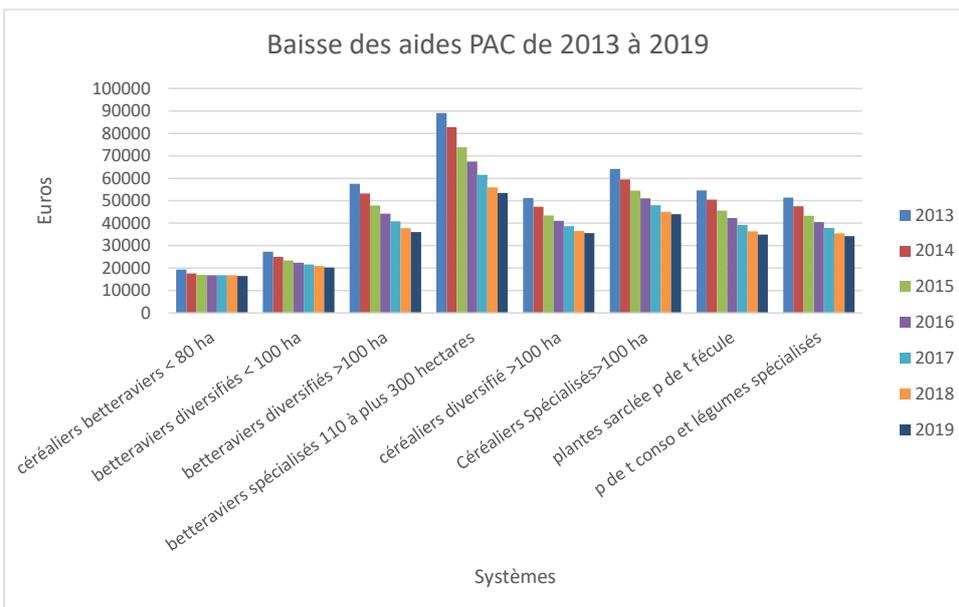
Des marges brutes en baisse

Evolution des marges brutes du blé (Source synthèse Mes Parcelles 2018, tous systèmes confondus)

En dépit d'un rebond constaté en 2017 et probablement en 2018, le produit à l'hectare accuse une baisse constante depuis 2012.



L'évolution des aides PAC



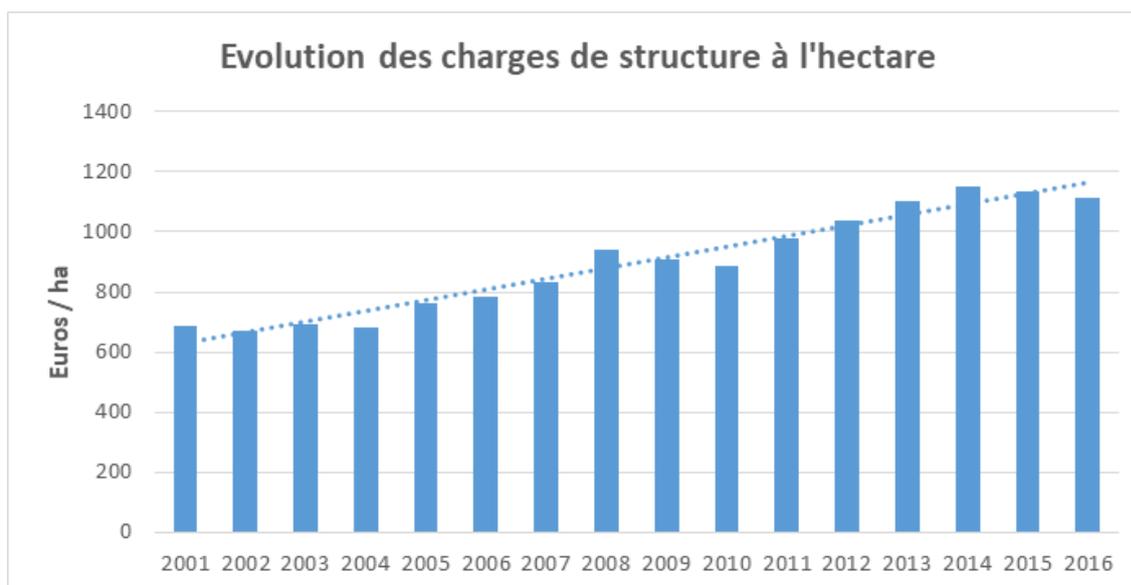
Entamée depuis 2013, nous constatons qu'aucune situation et système de production n'échappe à la baisse des aides PAC. Il est à craindre que cette tendance à la baisse des aides PAC se poursuivra irrémédiablement après 2019.



Evolution des charges de structure

Le principal facteur de hausse des charges de structure est principalement lié aux charges de mécanisation. Ces dernières représentent 50 % des charges de structure. Elles sont influencées par deux facteurs.

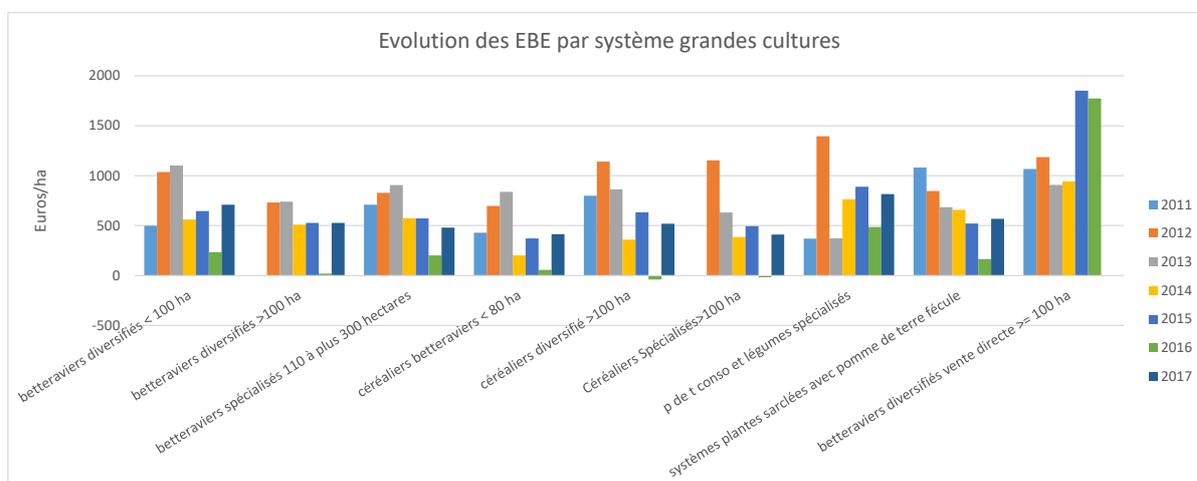
- Une hausse du prix du matériel. Elles sont sur les dix dernières années et selon les matériels comprises entre +26 et +43 % (source MECAGRO)
- Une augmentation des frais d'entretien. Cette inflation est + 39 % sur les dix dernières années (source MECAGRO)



Evolution de l'EBE (Excédent Brut d'Exploitation)

De 2011 à 2017, l'analyse des EBE de différents systèmes grandes cultures met en évidence une érosion de l'efficacité économique des exploitations. Nous constatons que sans amélioration des prix de vente et renforcée par la baisse des aides, la tendance pèsera lourdement sur la santé économique des exploitations.

Le système betteravier diversifié vente directe > 100 ha fait exception en déjouant totalement la tendance baissière. A surface identique aux deux premiers groupes, l'EBE à l'ha de cette exploitation présente une valeur plus élevée et une meilleure résilience de l'exploitation en année difficile comme 2016.





Pourquoi cette exploitation présente une telle différence ?

Dans les faits, l'exploitant a engagé depuis plusieurs années une recherche assidue de valeur ajoutée : modification du système d'exploitation, diversification, signe de qualité et vente directe. Cela a permis d'améliorer notablement la rentabilité hectare de cette exploitation. Cet exemple révèle que la diversification appliquée à des systèmes grandes cultures peut permettre de remporter le pari de la résilience et d'accroître la rentabilité de l'entreprise.

Plus que le modèle à privilégier, cette situation démontre que chaque exploitant dispose d'atouts à mettre à profit pour construire des perspectives économiques positives.

Quelles orientations prendre ?

Face à ce contexte de mondialisation et de volatilité des prix, chaque Etat membre pourrait privilégier un recentrage des productions agricoles sur des filières présentant un avantage concurrentiel lié au contexte local. C'est ainsi que l'Espagne a augmenté sa production de fruits tropicaux et d'olives, le Royaume Uni se spécialise dans la production de viande et l'Italie dans le vin. En revanche, même si elles renforcent leurs positions sur les productions de céréales et de plantes industrielles, la France et l'Allemagne restent des pays relativement généralistes au regard des autres Etats Européens.

Est-ce la bonne stratégie ? Avons-nous les structures suffisamment performantes économiquement pour affronter les grandes structures des nouvelles puissances agricoles pour la production de masse ?

Pour y répondre, chaque exploitation se doit d'analyser son niveau de résilience afin d'adapter sa stratégie face à ces nouveaux défis.





Région Hauts de France : un bassin de production et de consommation majeur à exploiter !!!

Les industries agro alimentaires constituent un pilier majeur de l'économie des Hauts de France. Elles s'appuient sur deux atouts importants :

- des ressources agricoles et halieutiques qui sont parmi les plus importantes et diversifiées d'Europe
- des infrastructures de transport denses et modernes. La région dispose en effet d'un réseau de transports et d'infrastructures conséquents : 4 ports maritimes, 2 aéroports, 1 100 km d'autoroutes, 1 300 km de canaux de voies navigables et 27 ports fluviaux, des plateformes multimodales, un réseau ferroviaire et un réseau routier secondaire très dense.

Un important bassin de consommation

Les Hauts-de-France se situent au Cœur du bassin de consommation le plus riche d'Europe. Dans un rayon de 300 km, la région concentre plus de 78 millions d'habitants pour un pouvoir d'achat de 1.500 milliards d'euros. La région Hauts de France compte à elle seule 6 millions d'habitants.

L'enjeu majeur régional : s'adapter en permanence aux changements de consommation

Les choix des consommateurs évoluent en permanence et subissent régulièrement des influences extérieures : les offres promotionnelles, les conditions de production, la qualité des produits,... L'adaptation de l'offre est donc indispensable et parfaitement comprise par les industriels. Selon une enquête d'Opinionway (Les Français et la consommation de produits équitables –Avril 2018), «le prix» et «la qualité» constituent les deux premiers critères de choix dans l'acte d'achat d'un produit alimentaire. Par ailleurs, l'acheteur reste soucieux de mieux connaître l'origine et les conditions de production.

Cette tendance confirme une attente sur les produits locaux et respectueux de l'environnement. Ils doivent toutefois être proposés à des conditions économiques acceptables par l'acheteur.

Dans ce contexte, le challenge est de trouver une réponse à ces attentes pour une diversification réussie.

Egalement en quête de nouveauté, les consommateurs s'autorisent des «extras» par l'achat de produits plaisir. Il est question par exemple : de produits vintages (nostalgie revisitée), de petits luxes autorisés (gourmandise), des produits stars (ils misent sur le goût de l'ingrédient unique), et des néo mix and match (assemblages de goûts ou textures différentes) (SOURCE : XTC World innovation).





Les 6 grandes tendances alimentaires actuelles :

BIO : En 2016, selon l'observatoire de l'agriculture biologique, le marché s'est élevé à 6,7 milliards d'euros et a couvert 3,5% de la consommation totale de produits agricoles et alimentaires. La valeur moyenne annuelle des achats de produits alimentaires bio a quant à elle atteint 104 € par habitant en France.

CONSOMMER LOCAL « made in région » : 63% des Français privilégient régulièrement la consommation de produits régionaux.

NUTRITION : Les apports et valeurs nutritifs constituent des critères de choix de plus en plus importants.

LE « SANS » : Sans gluten, lactose, sucre... une tendance forte. Le sans gluten représente 40 millions d'euros de chiffre d'affaires en 2016 (60 millions prévus en 2018).

LA FOOD-TECH : la révolution du numérique au service de l'alimentation, de la production à la vente en passant par la restauration (livraisons, foodbox, sites collaborates...).

LE CLE EN MAIN : Des repas clé en main pour des consommateurs qui passent moins de temps à cuisiner (kit cuisine, livraison repas, chef à domicile).



INNOVER : une nécessité pour développer sa compétitivité

En France, chaque année, plus de 3 000 innovations « produits » sont mises sur le marché dans le secteur de l'alimentaire. 50% des produits présents en supermarché n'existaient pas il y a cinq ans.

Le taux d'innovation dans les IAA est le plus élevé de l'industrie. Les IAA font partie des secteurs les plus innovants et notamment les secteurs de **la transformation de fruits et légumes (75%), la production d'huiles ou de graisses (73%) ou encore le travail du grain (69%).**

Quelques exemples d'innovations régionales

Dans une logique visant à répondre aux nouvelles préoccupations de consommation, le groupe SOUFFLET ALIMENTAIRE, qui possède notamment une usine à Valenciennes, a recentré sa production sur les lentilles « Made in France ». Dans la même dynamique, la brasserie CASTELAIN (à Benifontaine dans le Pas-de-Calais) commercialise depuis 2015 une bière bio et sans gluten baptisée « Jade ».



La société METHA-TERNOIS (Saint-Michel-sur-Ternoise) s'est spécialisée dans la production de spiruline, un super-aliment au fort contenu nutritionnel plus connu sous le nom de micro-algue.



Quelles voies de développement pour l'agriculture régionale ?

Les protéines végétales et la chimie du végétal font partie des secteurs identifiés par la France au sein de la Commission Innovation 2030 pour porter la croissance.

Le développement de produits de substitution aux plastiques conventionnels (issus de la pétrochimie) est devenu un axe majeur de la recherche. **Les bioplastiques, produits à partir de l'amidon, proposent cette alternative.** 1ha céréales = 10 tonnes de plastiques biodégradables.

L'utilisation non alimentaire des ressources agricoles présente des intérêts nouveaux et croissants mais, face à la perspective de devoir nourrir 9 milliards d'individus à horizon 2050, l'accès aux matières premières sera-t-il en volume suffisant ? Quelles seront les évolutions des rendements et des variétés ? Un arbitrage entre les usages sera-t-il nécessaire ?

La chimie du végétal, également appelée chimie verte, est aujourd'hui une réalité industrielle mais la compétitivité face aux matières fossiles est encore fragile. Il convient de démontrer le véritable avantage des bioproduits et de poursuivre la mise au point de produits de haute spécificité pour entrer sur des marchés de niche à forte valeur ajoutée. Mais comment le monde agricole peut-il profiter lui aussi de cette valeur ajoutée ?

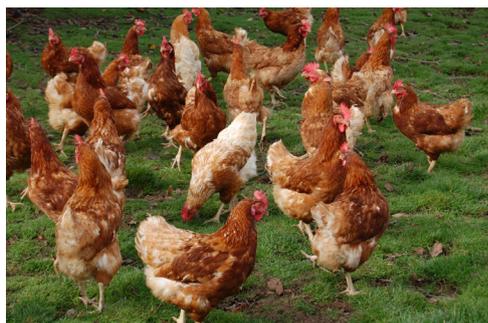
Les agriculteurs des Hauts de France devront suivre cette dynamique avec attention et proposer sans doute de nouveaux produits et services face à ces multiples changements : économiques, technologiques, sociétaux, environnementaux. Même si elle n'est l'unique solution, l'amélioration de la rentabilité de leurs entreprises pourrait passer par cette voie d'adaptation aux exigences des consommateurs.



Traduction concrète pour la filière viande.....

Il ressort principalement que le déclin de nombreuses filières d'élevage continue de se profiler. Sous l'impulsion du souhait de qualité, de proximité, de bio... du consommateur, mais aussi de prix abordable, il semble que 2 tendances vont se creuser :

- Les filières de viande sous label, bio, hauts de gamme vont tirer leur épingle du jeu, s'adressant à des consommateurs ayant les moyens de se procurer ces produits
- Les filières de viandes transformées se développeront et s'adresseront à des consommateurs moins aisés mais qui souhaitent toujours consommer de la viande à bas prix. Quant aux filières locales de porc et volaille, elles devraient également se maintenir, les viandes blanches étant les seules en hausse de consommation.



Conclusion

L'avenir certes incertain nous laisse cependant **de nombreuses voies à explorer. La recherche d'une valeur ajoutée, d'une diversification qu'elle soit végétale ou animale, pour des usages alimentaires ou non alimentaires sont des pistes incontournables pour maintenir des exploitations résilientes et viables.** Les atouts sont nombreux : un potentiel agronomique important, un territoire peuplé et la proximité de deux des quatre plus importantes métropoles françaises, Lille et le Grand Paris. Le parcours ne sera pas toujours facile, la création de nouvelles filières doit impérativement se faire avec toutes les parties prenantes. La recherche des besoins alimentaires ou énergétiques de son territoire doit être permanente. L'exigence de qualité recherchée par les consommateurs devra également être prise en compte.

«Ne mettons pas tous les œufs dans le même panier», ce vieil adage reste vrai et permettra d'apporter plus de résilience aux entreprises !

Vous avez une réflexion ou un projet de diversification ?

Contactez le Pont Info Diversification de votre Chambre d'Agriculture

POINT INFO DIVERSIFICATION



Nord-Pas de Calais
Vanessa HUCKE
diversification@agriculture-npdc.fr
Tél. 03 62 61 42 33



Aisne
Viviane DEMORTIER
viviane.demortier@ma02.org
Tél. 03 23 22 50 97



Oise
Laurence LAMAISON
laurence.lamaison@oise.chambagri.fr
Tél. 03 44 11 44 66



Somme
Marine DELMOTTE
m.delmotte@somme.chambagri.fr
Tél. 03 22 33 64 59



Rédacteurs :

Philippe BILLA, Chambre d'agriculture de l'Oise
 philippe.billa@oise.chambagri.fr

Eric DEMAZEAU, Chambre d'agriculture de l'Oise
 eric.demazeau@oise.chambagri.fr

Laurence LAMAISON, Chambre d'agriculture de l'Oise
 laurence.lamaison@oise.chambagri.fr

Avec la participation à la réalisation de ce numéro :

du service affaires économiques et prospectives des Chambres d'agriculture des Hauts de France et de Laurent Poinot Chambre d'agriculture de l'Aisne

CONCEPTION GRAPHIQUE :

Céline Vano - www.celinevano.fr

MISE EN PAGE :

Lucie LOUVAIN - Chambre d'agriculture de l'Oise

L'observatoire Inosys régional et national a pour but d'observer et d'analyser l'évolution des systèmes d'exploitation au travers de suivis de fermes de référence et de simuler l'incidence de tous les changements techniques, économiques et réglementaires sur ces systèmes.



Avec la contribution financière
 du compte d'affectation spéciale
 « Développement agricole et rural »